

Unité départementale des Côtes-d'Armor  
11, rue Hélène Boucher  
Bâtiment B  
BP 30337  
22193 Plerin

Plerin, le 12/02/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/01/2026

### Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

**EUREDEN**

ZI de Goperen  
22110 Glomel

Références : 2026.041 - Recommandé n° 88000128279616Q  
Code AIOT : 0005500051

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/01/2026 dans l'établissement EUREDEN implanté ZI de Goperen 22110 Glomel. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection des installations classées s'est rendue sur le site d'Eureden à Glomel le 20 janvier 2026 pour réaliser un exercice POI (plan d'opération interne) inopiné, hors heures ouvrées (exercice lancé vers 20h50). Cette inspection avait pour objectif de tester le POI de l'exploitant, son organisation et sa capacité à gérer une crise.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EUREDEN

- ZI de Goperen 22110 Glomel
- Code AIOT : 0005500051
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société EUREDEN exploite sur le site de Glomel une plateforme de stockage et de distribution de produits agro-pharmaceutiques et d'agro-fournitures. Les produits sont distribués vers le réseau des points de vente du groupe EUREDEN ainsi que les exploitations agricoles adhérentes. L'exploitation du site, d'une superficie de 53 300 m<sup>2</sup> dont 10 000 m<sup>2</sup> de bâtiments couverts, est encadré par un arrêté préfectoral du 1er octobre 2008. L'entrepôt est classé au titre de la rubrique 1510 (stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts) et, compte-tenu de la nature et de la quantité de produits stockés, le site est classé SEVESO Seuil Haut au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement.

#### Thèmes de l'inspection :

- AR - 8
- Plans d'urgence
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Plan d'Opération Interne – Elaboration	Code de l'environnement du 16/07/2013, article L.515-41	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
2	Plan d'Opération Interne – Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
3	Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II- Point 11	Demande d'action corrective	2 mois
6	Contenu du Plan d'Opération Interne – Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-g	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Contenu du	Arrêté Ministériel du 26/05/2014,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	Plan d'Opération Interne – mesures de maîtrise	article Annexe V-c	
5	Contenu du Plan d'Opération Interne – déclenchement PPI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-e	Sans objet
7	Contenu du Plan d'Opération Interne – Alerte	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-d	Sans objet
8	Contenu du Plan d'Opération Interne – Service d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-f	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exercice POI inopiné mené sur le site d'Eureden à Glomel a mis en évidence d'importantes lacunes dans la gestion de crise de l'exploitant en dehors des heures ouvrées.

Le plan d'opération interne, dans sa version actuelle, n'est pas opérationnel pour un sinistre se déroulant en dehors des heures ouvrées. En effet, l'organisation de crise présentée dans le POI est identique à celle en heures ouvrées, une fois la levée de doute effectuée par l'astreinte. L'organisation de crise repose sur la présence de personnel en nombre pour réaliser l'ensemble des tâches. L'exercice a mis en évidence qu'en dehors des heures ouvrées, l'organisation de l'exploitant ne lui permet pas de gréer l'ensemble des fonctions (seulement deux opérateurs présents sur site). Par ailleurs, les intervenants ne se sont pas appuyés sur le POI et les fiches réflexes associées, notamment pour mettre en œuvre les actions nécessaires dans le cadre du scénario accidentel testé. De plus, ces derniers étaient dépourvus des équipements de protection individuelle nécessaires à la réalisation de leurs missions.

Enfin, le dispositif de confinement des eaux d'extinction du site présentait un défaut d'étanchéité le jour de l'inspection.

Au regard des constats effectués lors de cette inspection, un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé à la signature de M. le Préfet des Côtes-d'Armor.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'Opération Interne – Elaboration

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/07/2013, article L.515-41
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant élabore un plan d'opération interne en vue de :</p> <p>1° Contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens ;</p> <p>2° Mettre en œuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement contre les effets d'accidents majeurs.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site dispose d'un plan d'opération interne à jour, version F datant de juillet 2025. Les inspecteurs ont constaté lors de l'exercice que le POI à jour était disponible dans la boîte pompier à l'entrée du site, bien que ce dernier n'ait pas été utilisé par les intervenants.</p> <p>Dans l'objectif de contenir et maîtriser les incidents en toute circonstance, l'exploitant a défini deux schémas d'alerte pour prendre en compte les différentes modalités d'exploitation du site (heures ouvrées / hors heures ouvrées et weekend).</p> <p>Le schéma d'alerte hors heures ouvrées, testé lors de cet exercice inopiné, prévoit l'intervention de l'astreinte sur site pour réaliser une levée de doute, puis si besoin le déclenchement du POI selon le schéma d'alerte journée.</p> <p>Le schéma d'alerte journée prévoit, après déclenchement du POI par le directeur des opérations internes (DOI), la mise en place du PC de crise et le grément des différentes fonctions de la cellule de crise : DOI, responsable relations extérieures, responsable d'observation, responsable logistique, responsable d'intervention.</p> <p>L'exercice a démontré que ce schéma d'alerte n'est pas opérationnel en dehors des heures ouvrées, l'exploitant n'ayant pas mis en place l'organisation nécessaire pour gérer son PC de crise et l'ensemble des fonctions POI, ainsi que pour réaliser l'ensemble des tâches prévues dans des délais adéquats.</p> <p><b>Les inspecteurs constatent donc que le POI de l'exploitant n'est pas opérationnel à tout instant. L'inspection propose à M. le préfet des Côtes d'Armor de mettre en demeure l'exploitant d'engager les actions correctives afin d'élaborer un POI qui soit opérationnel à tout instant.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Engager les actions correctives afin d'élaborer un POI qui soit opérationnel à tout instant.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 2 : Plan d'Opération Interne – Formation du personnel**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à</p>

tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention

**Constats :**

Lors de cet exercice inopiné en dehors des heures ouvrées, les actions prévues dans le POI en cas d'incident ou d'accident n'ont pas été correctement mises en œuvre par les différents intervenants, mettant en évidence un déficit de formation sur le sujet.

Les principaux constats réalisés par les inspecteurs témoignant d'un déficit de formation du personnel sur la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident sont les suivants :

- Lors de l'appel au SDIS par l'agent d'astreinte, les informations délivrées sont restées très partielles ;
- La bonne fermeture de l'ensemble des portes coupe-feu de la cellule 1 n'a pas été réalisée ;
- Le démarrage en mode manuel du groupe motopompe n'a pas été envisagé par l'agent d'astreinte. Le sujet a été évoqué par le DOI à son arrivée sur site sans que l'action ne soit réalisée ;
- Le numéro de téléphone du responsable des relations extérieures (présent dans le POI), en charge de transmettre l'alerte en interne et aux autorités n'était pas connu de l'agent d'astreinte ;
- L'existence d'une fiche réflexe sur les actions à mettre en œuvre en cas d'incendie en cellule 1, disponible dans le POI, ne semblait pas connue de l'agent d'astreinte ;
- L'appel de l'astreinte préfecture par le responsable du pôle prévention (participant à distance à l'exercice) a été réalisé très tardivement, plus d'une heure après le déclenchement de l'exercice.
- Le PC de crise n'a pas été utilisé lors de l'exercice ;
- L'agent d'astreinte et le DOI sont intervenus sur le site sans aucun équipement de protection individuelle et n'étaient pas munis de moyens d'éclairage pour permettre une intervention de nuit dans des conditions de sécurité satisfaisantes ;

Le détail des actions engagées par l'exploitant et la chronologie de l'exercice sont fournis en annexe confidentielle.

**Au regard de l'ensemble de ces constats, l'inspection émet des réserves sur les capacités actuelles de l'exploitant à gérer efficacement une situation de crise en dehors des heures ouvrées sur son site. L'inspection propose à M. le préfet des Côtes d'Armor de mettre en demeure l'exploitant concernant la formation de son personnel.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Revoir la formation du personnel sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Répondre à l'ensemble des constats relevés en annexe confidentielle.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 3 : Confinement des eaux d'extinction**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II- Point 11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vanne de confinement
<b>Prescription contrôlée :</b>  11. Eaux d'extinction incendie  Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel
<b>Constats :</b>  Le dispositif de confinement des eaux d'extinction a été actionné lors de l'exercice. Le bassin de confinement étant en charge en raison de la forte pluviométrie, les inspecteurs ont pu constater sur site l'absence d'étanchéité de la vanne de confinement, entraînant un rejet au milieu naturel. Aucune réparation immédiate n'étant possible, les inspecteurs ont demandé à l'exploitant de mettre en place très rapidement une action corrective pour rétablir le bon fonctionnement du confinement des eaux d'extinction du site. Le 23 janvier 2026, l'exploitant a transmis les justificatifs d'intervention d'une société spécialisée sur la vanne de confinement, la veille (22/01/26). L'exploitant indique que la vanne de confinement est désormais fonctionnelle et étanche, et qu'un test mensuel visuel d'étanchéité sera réalisé et tracé mensuellement. L'inspection prend note de ces actions. Toutefois, seul des tests avec le bassin en charge permettent de confirmer la bonne étanchéité de la vanne. L'exploitant devra donc privilégier, dans la mesure du possible, les tests en charge suite à des périodes de forte pluie. En tout état de cause, la traçabilité des tests effectués mensuellement devra préciser les conditions du jour au niveau du bassin (bassin en charge ou niveau d'eau en dessous du trop-plein).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Intégrer dans le suivi mensuel de la vanne de confinement une traçabilité de l'état de remplissage du bassin. Privilégier autant que possible les essais en charge.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 4 : Contenu du Plan d'Opération Interne – mesures de maîtrise**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-c
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI
<b>Prescription contrôlée :</b>  Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 : Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures

à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;
<b>Constats :</b>  Le POI présente 8 fiches d'intervention pour les principaux accidents étudiés dans l'EDD et susceptibles de se produire sur le site. La conduite à tenir est détaillée pour chaque scénario accidentel, et les ressources disponibles sont précisées au moyen de plans des installations.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Contenu du Plan d'Opération Interne – déclenchement PPI**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-e
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI
<b>Prescription contrôlée :</b>  Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 : Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles
<b>Constats :</b>  Le POI comporte une fiche réflexe pour l'alerte des autorités (non utilisée lors du présent exercice). Le responsable des relations externes a pour mission d'informer la préfecture de la situation de crise en cours. L'inspection rappelle qu'en cas de sinistre, après l'alerte du SDIS, l'astreinte SIDPC de la préfecture doit rapidement être informée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Contenu du Plan d'Opération Interne – Formation du personnel**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-g
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI
<b>Prescription contrôlée :</b>  Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 : Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes
<b>Constats :</b>  Le POI dispose d'une partie dédiée à la formation et aux exercices. Il est précisé que les nouveaux arrivants sont formés sur la conduite à tenir en cas d'incident, que le personnel est formé à la manipulation des extincteurs et qu'une partie de l'équipe d'intervention est formée au port des ARI et à la manipulation des RIA. L'inspection constate cependant que le POI doit être complété par :



<ul style="list-style-type: none"> <li>- La formation régulière, selon une périodicité à définir, des membres de la cellule de crise aux dispositions prévues dans le POI ;</li> <li>- Des précisions concernant l'équipe d'intervention (nombre d'agents formés, y compris au port d'ARI, nombre minimal d'agents formés devant être présents sur site en heures ouvrées/non ouvrées)</li> </ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Apporter des précisions dans le POI sur l'équipe d'intervention ainsi que sur les formations des membres de la cellule de crise au POI.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 7 : Contenu du Plan d'Opération Interne – Alerte

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-d
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI
<b>Prescription contrôlée :</b>  Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 : Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;
<b>Constats :</b>  Le POI prévoit qu'en cas de déclenchement d'une alarme incendie, le personnel soit évacué vers l'un des deux points de rassemblement. Un membre de la cellule de crise (responsable logistique) est en charge du recensement du personnel.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Contenu du Plan d'Opération Interne – Service d'urgence

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-f
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI
<b>Prescription contrôlée :</b>  Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 : Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;
<b>Constats :</b>  Le responsable logistique a pour mission de désigner une personne devant accueillir les secours sur le site, et ouvrir les portails d'accès. Par ailleurs, une boîte aux lettres pompiers est présente à

l'entrée du site avec le POI et l'état des stocks.

**Type de suites proposées :** Sans suite